

Questions orales

Les Canadiens exigent que les activités gouvernementales soient rentables et efficaces. Au lieu de cela, le présent gouvernement les abreuve de belles paroles, de fausses promesses et d'exemples de favoritisme à l'encontre de ses riches copains conservateurs.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES PÊCHES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Pêches. Elle porte sur ce que la Communauté européenne a présenté hier comme étant des offres au sujet de la surpêche.

Nous savons que le ministre considère ces offres comme une insulte et une combine politique. En fin de compte, ce ne sont pas des offres, mais une tentative pour tourner en dérision les pêcheurs canadiens. Nous savons que le ministre sait faire de beaux discours.

Voici ce que nous voudrions savoir aujourd'hui: quelles mesures précises entend-il prendre pour dire aux Européens que ces offres sont une blague et que nous voulons des gestes concrets?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Madame la Présidente, nous n'avons encore reçu aucune offre de la part de la Communauté européenne. Les journaux rapportent que le commissaire aux pêches entend suggérer aux ministres des Pêches de la Communauté européenne, qui sont réunis actuellement, de présenter au Canada une offre quelconque en vertu de laquelle ils réduiraient d'un certain pourcentage leur quota de morue du nord.

Comme les Européens n'ont pas de quota précis pour la pêche à la morue du nord à l'extérieur de la limite de 200 milles et comme, depuis 1986, ils font fi du moratoire imposé par l'OPANO, l'organisation internationale chargée d'étudier les questions relatives aux pêches, l'idée qu'ils réduisent leur quota ne peut guère nous impressionner.

En outre, le 16 mars dernier, la Communauté européenne a publié un rapport sur la surveillance et la mise en application des règles applicables aux zones de pêche européennes et elle admet l'impuissance des autorités à faire respecter leur propres règles dans leurs propres eaux. Si les Européens sont incapables de faire respecter

les règles concernant l'Espagne et le Portugal dans les eaux mêmes de la Communauté européenne, que peut-on espérer de la surveillance et de la mise en application de la réglementation à l'extérieur de la zone de 200 milles?

Une telle offre ne peut évidemment pas nous intéresser. D'abord, les Européens n'ont pas de quota qu'ils pourraient réduire et ensuite, ils n'ont aucun moyen de voir au respect de la réglementation par l'Espagne et le Portugal. Il n'y a pas à s'y tromper.

Pour ce qui est des mesures. . .

Une voix: Le temps!

M. Crosbie: Je parlerai des mesures si la députée peut me poser une question sensée.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Madame la Présidente, le ministre peut très bien rester sans rien faire comme un chabot tout gonflé—c'est à peu près sa réaction jusqu'à maintenant—mais je voudrais lui poser une question précise, étant donné qu'il vient de soutenir très précisément la possibilité pour les Canadiens de gérer les stocks dans nos propres eaux ainsi qu'aux extrémités des Grands Bancs.

Étant donné que le ministre a très vivement critiqué le plan en question hier—et nous étions d'accord là-dessus—et étant donné qu'il s'agit de la part des Européens d'offres insignifiantes, selon lui, va-t-il aujourd'hui annoncer officiellement que le gouvernement canadien entend gérer les stocks aux extrémités des Grands Bancs?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Madame la Présidente, je préfère être un chabot qu'un poisson-globe.

Des voix: Oh, oh!

Mme le vice-président: La parole est au ministre.

• (1120)

M. Crosbie: Madame la Présidente, la première chose que je fais le matin, ce n'est pas nécessairement de lire Jeffrey Simpson. Je préfère le faire le soir afin de pouvoir examiner les arguments présentés.

En ce qui concerne les mesures qui sont prises, je vais simplement vous donner quelques exemples. Depuis maintenant deux semaines, nous invitons des journalistes européens à venir à Terre-Neuve pour voir d'eux-mêmes les répercussions des activités des pêcheurs européens sur notre secteur de la pêche.